

**Discussion générale Budget 2015 -
Sécurité, Annexe 6
Intervention de Jean Lafont, président de la commission**

La budget sécurité est un petit budget, mais il est important par le message qu'il délivre à la société, dans une période où la demande de protection est forte, en raison de l'accroissement de la précarité et de la mise à mal de l'État providence issu de la Libération.

Il ne faut pas se voiler la face. Comme souvent dans les périodes de crise, les discours sécuritaires trouvent un écho dans la société et ouvrent la voie à un recul des libertés publiques, sous couvert de protéger les citoyen/nes contre les menaces.

Par son rapport-cadre de février 2012, la région IDF n'avait pas hésité à tenir un discours différent, et même à certains égards à contre-courant, en mettant en avant la médiation comme mode privilégié de règlement des petits conflits de la vie quotidienne et de renforcement du lien social, et en réhabilitant les politiques de prévention.

Le groupe EELV s'était fortement impliqué dans l'élaboration du rapport, qui ouvrait une porte vers une société de confiance, dans laquelle l'individu n'était pas pointé comme facteur de risques pour la collectivité.

Nous arrivons en fin de la mandature, et nous attendions du budget 2015 – le dernier – qu'il vienne conforter une politique dont les résultats ne peuvent se voir que dans la durée. Nous sommes malheureusement loin du compte.

Je le dirai tout net. Le présent budget suscite dans le groupe EELV une grande insatisfaction, car nombre d'actions nouvelles issues du rapport-cadre de 2012 sont en recul:

- recul des crédits alloués à la médiation au regard d'une forte consommation qui ne se dément pas, signe d'une profonde attente des associations et des collectivités
- recul de l'aide aux diagnostics territoriaux, qui visait à promouvoir des politiques de prévention globales, et qui aurait pu contribuer à faire émerger dans les territoires un service public de la médiation

C'est d'autant plus regrettable que la société avance, et attend beaucoup de la région pour professionnaliser la médiation et réduire les inégalités territoriales dans l'accès à ses services.

S'il y a un domaine dans lequel le rôle de la région est visible, c'est bien celui des transports, où la sécurité et le sentiment de sécurité font partie du service attendu par l'utilisateur. A l'initiative du groupe EELV, la région-oup dans ce domaine – qui fait beaucoup a commandé une évaluation à l'IAU, en même temps qu'était mis en place un CSE qui, après 2 ans de travaux éclairés par des données objectives - comme les enquêtes de victimation de l'IAU dont nous attendons la sortie de l'édition 2013 - a remis son rapport avec une vingtaine de propositions. Ce rapport aurait gagné à être présenté devant notre assemblée avant l'examen de ce budget.

Cela a conduit le groupe EELV à déposer un amendement, qui s'oppose à celui de l'UMP, dont la seule politique dans ce domaine semble se limiter depuis des années à toujours plus de vidéosurveillance. On sait bien, et les travaux de l'IAU et du CSE l'ont confirmé, que celle-ci a très peu d'effet sur la victimation et sur le sentiment d'insécurité. La question cardinale aujourd'hui, c'est celle de la présence humaine – irremplaçable en matière de prévention. Et celle-ci ne peut se réduire à la police nationale et aux agents de sécurité des entreprises de transport, quelle que soit la qualité de leur travail. C'est pourquoi la plupart de propositions du CSE portent sur le renforcement du volet humain.

Dans l'esprit du rapport-cadre de 2012, et afin d'en relancer la dynamique, le groupe EELV attend qu'à la suite de la communication prochaine du rapport du CSE et du débat que nous aurons dans cette enceinte, des inflexions soient apportées aux politiques actuelles, à travers les financements régionaux et les contrats du STIF avec les opérateurs de transport.

En conclusion, je souligne que mes propos s'inscrivent dans la perspective d'une majorité régionale offensive en 2015 sur les questions de prévention et de sécurité, apportant ses propres réponses aux préoccupations des francilien/es dans ce domaine, loin des recettes inefficaces de la droite.